

## Arrête :

Art. 1<sup>er</sup>. — Les taux de cotisations accidents du travail, fixés pour les catégories de travailleurs visées à l'article 12 de l'arrêté du 1<sup>er</sup> octobre 1976, sont donnés par le tableau suivant :

CATÉGORIES DE TRAVAILLEURS	NUMÉRO du risque sécurité sociale.	TAUX de cotisation « A. T. ».
Toute personne occupée exclusivement au service de particuliers : gens de maison, femmes de ménage, lingère, couturière, blanchisseuse à la journée, nourrice gardienne d'enfants, chauffeur de maître, concierge (section 98 de la nomenclature).....	9801.0	3,7
Voyageur de commerce, représentant, placier non exclusif (au service de plusieurs employeurs).....	6095.0	3,0
Toute personne exécutant des travaux de courte durée pour le compte de particulier :		
a) Travaux industriels (relevant généralement des professions du bâtiment).....	9895.0	10,6
b) Travaux de bureau ou assimilables .....	9895.1	1,7

Art. 2. — Le directeur de la sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet du premier jour du trimestre civil suivant sa publication au *Journal officiel* de la République française et s'appliquera aux rémunérations versées à compter de la date d'effet ainsi déterminée.

Fait à Paris, le 16 décembre 1976.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de la sécurité sociale,  
PIERRE SCHOPFLIN.

## Commission nationale technique.

Par arrêté du ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice, du ministre de l'agriculture et du ministre du travail en date du 8 décembre 1976, M. Pradere (Henri), président de chambre honoraire à la cour d'appel de Paris, est désigné pour exercer les fonctions de président de l'une des sections de la commission nationale technique.

## MINISTÈRE DE LA QUALITÉ DE LA VIE

## JEUNESSE ET SPORTS

Décret n° 76-1193 du 10 décembre 1976 portant statut du corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, du ministre de l'équipement, du ministre de la santé et du ministre de la qualité de la vie,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment ses articles 2 et 20 ;

Vu le décret n° 63-396 du 10 avril 1963 modifié pris pour l'application de l'article 20 (2<sup>e</sup> alinéa) de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 ;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

TITRE I<sup>er</sup>

## Dispositions générales.

Art. 1<sup>er</sup>. — Les inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports constituent un corps classé dans la catégorie A prévue à l'article 17 de l'ordonnance susvisée du 4 février 1959.

Le corps des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports comporte deux classes. La 1<sup>re</sup> classe comprend un échelon unique. La 2<sup>e</sup> classe est divisée en quatre échelons.

Art. 2. — Les inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports sont chargés, sous l'autorité directe du ministre chargé de la jeunesse et des sports, de missions d'inspection, de contrôle, de coordination, d'animation et d'étude.

Le ministre chargé de la jeunesse et des sports désigne parmi les inspecteurs généraux le chef de service de l'inspection générale de la jeunesse et des sports.

## TITRE II

## Recrutement et avancement.

Art. 3. — Les inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports sont nommés par décret, pris sur proposition du ministre chargé de la jeunesse et des sports, parmi les fonctionnaires qui remplissent les conditions prévues à l'article 4.

Art. 4. — Peuvent être nommés inspecteurs généraux :

1. Les directeurs régionaux de la jeunesse, des sports et des loisirs ayant atteint le 3<sup>e</sup> échelon de leur emploi ;

2. Les inspecteurs principaux de la jeunesse, des sports et des loisirs ayant atteint le 6<sup>e</sup> échelon de leur grade et justifiant en cette qualité de quatre années au moins de services effectifs ;

3. Les directeurs des établissements nationaux de la jeunesse et des sports justifiant en cette qualité de quatre années au moins de services effectifs et de quinze ans d'ancienneté dans un corps de fonctionnaires de catégorie A ;

4. Les médecins inspecteurs en chef de la santé ayant atteint le 6<sup>e</sup> échelon de leur grade et justifiant de quatre années au moins de services effectifs au secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ;

5. Les ingénieurs en chef des ponts et chaussées justifiant de quatre années au moins de services effectifs au secrétariat d'Etat chargé de la jeunesse et des sports ;

6. Les directeurs, chefs de service, directeurs adjoints, sous-directeurs d'administration centrale ;

7. Les administrateurs civils hors classe.

Art. 5. — Les fonctionnaires visés à l'article 4 peuvent être détachés dans le corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports, sous réserve qu'ils remplissent les conditions de nomination prévues par le présent statut.

Art. 6. — Les nominations prévues à l'article 3 ci-dessus sont prononcées à la classe et à l'échelon comportant un traitement égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à celui dont les intéressés bénéficiaient à la date de leur nomination ou de leur détachement.

Dans la limite de l'ancienneté exigée pour l'accès à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon acquise précédemment si leur nomination leur procure une augmentation de traitement inférieure à celle qu'entraînerait, dans leur ancienne situation, la promotion à l'échelon supérieur ou, s'ils sont déjà à l'échelon terminal, à celle qui résulterait de leur dernière promotion.

Art. 7. — Peuvent être promus à la 1<sup>re</sup> classe après inscription sur un tableau d'avancement les inspecteurs généraux qui justifient d'une ancienneté de trois ans au moins dans le 4<sup>e</sup> échelon de la 2<sup>e</sup> classe.

Le temps à passer dans chaque échelon de la seconde classe pour accéder à l'échelon supérieur est fixé à deux ans.

L'avancement de classe et d'échelon est prononcé par arrêté du ministre chargé de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — Les inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports ne peuvent être détachés que s'ils justifient de deux années au moins de services effectifs en cette qualité dans la limite de 10 p. 100 de l'effectif du corps.

## TITRE III

## Dispositions transitoires.

Art. 9. — Les inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports en fonctions à la date d'effet du présent décret sont intégrés dans le nouveau corps et classés à l'échelon comportant un indice de rémunération égal à celui dont ils bénéficiaient précédemment, en conservant leur ancienneté d'échelon.

L'ancienneté des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports de 2<sup>e</sup> classe sera majorée de l'ancienneté d'échelon dans leur ancien corps qui leur aurait été conservée s'il avait été fait application des dispositions de l'article 6 du présent décret. Si l'ancienneté ainsi calculée dépasse le temps nécessaire pour être promu à l'échelon supérieur, le reliquat d'ancienneté est reporté audit échelon dans la limite de l'ancienneté d'échelon pour accéder à la 1<sup>re</sup> classe.

Art. 10. — Est abrogé le décret n° 62-778 du 7 juillet 1962 définissant les conditions de nomination et d'avancement de certains inspecteurs généraux du ministère de l'éducation nationale.

Art. 11. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de l'équipement, le ministre de la santé, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et prendra effet au 1<sup>er</sup> janvier 1977.

Fait à Paris, le 10 décembre 1976.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,  
VINCENT ANSQUER.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre  
chargé de l'économie et des finances,  
MICHEL DURAFOUR.

Le ministre de l'équipement,  
JEAN-PIERRE FOURCADE.

Le ministre de la santé,  
SIMONE VEIL.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,  
MAURICE LIGOT.

Décret n° 76-1194 du 10 décembre 1976 modifiant le décret n° 63-396 du 10 avril 1963 pour l'application de l'article 20 (2<sup>e</sup> alinéa) du statut général des fonctionnaires.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du ministre de la qualité de la vie,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment son article 20, modifié par la loi de finances rectificative n° 61-1393 du 20 décembre 1961;

Vu le décret n° 63-396 du 10 avril 1963, pris pour l'application de l'article 20 (2<sup>e</sup> alinéa) de l'ordonnance du 4 février 1959, modifié par les décrets n° 66-335 du 31 mai 1966, 68-1080 du 27 novembre 1968, 69-556 du 6 juin 1969, 70-898 du 16 septembre 1970, 73-1061 du 22 novembre 1973 et 74-424 du 14 mai 1974;

Le Conseil d'Etat (section des finances) entendu,

Décète :

Art. 1<sup>er</sup>. — La liste des corps figurant en annexe du décret susvisé du 10 avril 1963 est complétée ainsi qu'il suit :

Ministère chargé de la jeunesse et des sports.

Inspection générale de la jeunesse et des sports.

Art. 2. — Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le ministre de la qualité de la vie et le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 1976.

RAYMOND BARRE.

Par le Premier ministre :

Le ministre de la qualité de la vie,  
VINCENT ANSQUER.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre  
chargé de l'économie et des finances,  
MICHEL DURAFOUR.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,  
MAURICE LIGOT.

#### Echelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances, le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique, et le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires;

Vu le décret n° 76-1193 du 10 décembre 1976 portant statut du corps de l'inspection générale de la jeunesse et des sports,

Arrêtent :

Art. 1<sup>er</sup>. — L'échelonnement indiciaire applicable aux inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports est fixé ainsi qu'il suit :

CLASSE ET ECHELONS	INDICES BRUTS	INDICES NETS
2 <sup>e</sup> classe :		
1 <sup>er</sup> échelon.....	785	550
2 <sup>e</sup> échelon.....	885	600
3 <sup>e</sup> échelon.....	1000	650

La carrière des inspecteurs généraux de la jeunesse et des sports se poursuit dans les échelles-lettres.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 10 décembre 1976.

Le ministre délégué auprès du Premier ministre  
chargé de l'économie et des finances,

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du budget,

Par empêchement du directeur du budget :

Le chef de service,

RAYMOND PICOT.

Le secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre,  
chargé de la fonction publique,

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

PIERRE BANDET.

Le secrétaire d'Etat auprès du ministre  
de la qualité de la vie (Jeunesse et sports),

Pour le secrétaire d'Etat et par délégation :

Le chargé de mission,

JACQUES DOUFFIAGUES.

#### SECRETARIAT D'ETAT AUX POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

Décret n° 76-1195 du 16 décembre 1976 fixant des conditions particulières de recrutement dans certains corps de fonctionnaires des postes et télécommunications classés en catégorie C.

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie et des finances et du secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications,

Vu l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires, notamment ses articles 2 et 20;

Vu le décret n° 70-79 du 27 janvier 1970 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires des catégories C et D;

Vu le décret n° 54-865 du 2 septembre 1954 relatif au statut particulier des corps du service des lignes des postes et télécommunications, modifié par les décrets n° 56-1040 du 12 octobre 1956, 57-1100 du 30 septembre 1957, 59-1101 du 21 septembre 1959, 64-517 du 2 juin 1964, 65-118 du 12 février 1965, 69-953 du 17 octobre 1969, 71-470 du 18 juin 1971, 72-502 du 23 juin 1972, 75-372 du 9 mai 1975 et 76-4 du 6 janvier 1976;

Vu le décret n° 56-448 du 30 avril 1956 relatif au statut particulier des corps des services du dessin des postes et télécommunications, modifié par les décrets n° 67-163 du 24 février 1967, 73-159 du 13 février 1973 et 75-367 du 9 mai 1975;

Vu le décret n° 57-1319 du 21 décembre 1957 relatif au statut particulier des corps des services de la distribution et de l'acheminement des postes et télécommunications, modifié par les